



**Conférence donnée au cours de la session 2005  
des Semaines sociales de France,  
Transmettre, partager des valeurs, susciter des libertés »**

## **Crise de la transmission : la politique interpellée**

### **Introduction à la matinée JEAN BOISSONNAT\***

Cette matinée est consacrée à l'écoute de grands témoins. Paul VI disait : « cette société écoute davantage les témoins que les maîtres ». Nous avons sollicité ces témoins dans le monde politique, puis dans le monde de l'Europe centrale, cette grande sœur qui nous a rejoints et nous a changés.

Accueillir des personnalités politiques est toujours prestigieux, quoi qu'on dise surtout dans notre pays, et difficile. On attend le présentateur pour repérer ses penchants particuliers. J'en ai. Les deux personnalités présentes aujourd'hui sont, qu'il me permette de le dire, des amis, bien qu'ils appartiennent à des familles différentes.

Le monde politique et les personnes politiques me paraissent dominés par deux caractéristiques liées à leur mission. Un : ce sont des élus du peuple. Deux : ils ont en charge le pouvoir d'État. Au milieu de toutes les caricatures de la vie politique – caricatures auxquelles nous avons bien droit sommes toutes – il ne faut jamais oublier ces deux données. Ces hommes et ces femmes se distinguent de toutes les autres, quoi qu'ils en pensent eux-mêmes, par le fait qu'ils sont des élus du peuple et qu'ils ont en charge le pouvoir d'État. À ces titres, ils ont une fonction particulière pour tout ce qui concerne la transmission dans nos sociétés. Nos deux invités le savent puisqu'ils viennent de vivre à un degré très élevé un échec de la transmission avec le non au référendum européen. Nous voyons bien que ce sont des tâches difficiles, pour lesquelles les hommes et les femmes qui s'y consacrent doivent être respectés.

Nos invités ont donc en charge ou prétendent à avoir en charge un jour, le pouvoir d'État. Ce pouvoir d'État renvoie à trois missions essentielles :

- incarner un groupe humain, qui a besoin, pour se savoir existant, de voir des hommes et des femmes qui l'incarnent.
- gérer cette collectivité dont ils représentent l'identité – ce qui n'est pas une mince affaire dans nos sociétés complexes, comme nous le voyons depuis le début de cette session. On ne gouverne plus simplement par la parole.

---

\* Jean Boissonnat est journaliste et ancien président des Semaines Sociales de France

- donner une vision commune à ce groupe – ce qui est très difficile dans un monde où chacun veut garder sa propre vision.

Les pouvoirs autoritaires se saisissent aisément de cette fonction de visionnaire puisqu'ils retirent la parole à tous les autres. Mais les pouvoirs démocratiques, lorsqu'ils prétendent exprimer une vision des choses, se heurtent nécessairement à ce que chacun dise « c'est mon affaire ». Or, en tant que détenteur du pouvoir d'État, il y a là une mission particulière. Voilà pourquoi les deux témoins à cette table aujourd'hui sont indispensables si nous voulons appréhender complètement notre sujet de la transmission dans nos sociétés.

*Elisabeth Guigou est énarque. Elle a travaillé dans l'administration des finances. Elle a fait partie du cabinet de Jacques Delors lorsqu'il était ministre des Finances. Puis elle a rejoint le cabinet du Président de la République au début des années 90, au moment où s'élaborait le Traité de Maastricht. Je me souviens bien de cet été 1992 où la France a été très proche de dire non à l'Europe déjà à ce moment là. Elisabeth Guigou a alors joué un rôle essentiel dans sa famille politique et hors de sa famille politique. Elle a ensuite été ministre des Affaires européennes, puis ministre de la Justice, puis à l'emploi et à la solidarité.*

## **ELISABETH GUIGOU**

Nous vivons et avons vécu ces dernières semaines une crise du vivre ensemble, la plus grave depuis une trentaine d'années. Comme l'a dit le Président de la République, c'est en effet une crise d'identité, une crise de sens et une crise d'espérance dans l'avenir. Elle touche chacun d'entre-nous – nous l'avons vu avec les compte-rendus des ateliers des forums. Mais elle a trouvé une forme paroxystique à travers les violences urbaines. Je préfère dire 'violences urbaines' plutôt que violences des banlieues, car elles n'ont pas touché uniquement les grandes villes – et encore pas toutes, il faudrait se demander pourquoi – mais aussi des petites communes de départements ruraux.

Je considère ces violences inexcusables et inacceptables ; leurs auteurs doivent en être punis. Mais je souhaite que l'on s'interroge sur la nature de la sanction. Il s'agit de jeunes et il faut se demander quelle peut être la valeur pédagogique de la sanction. Quel sens cela a-t-il de placer près de 450 jeunes supplémentaires dans des prisons surpeuplées, où nous savons qu'ils risquent de rencontrer des caïds ? Alors que l'on devrait davantage réfléchir, en tout cas pour certains d'entre eux, sur des formes personnalisées, sur la confrontation avec leurs victimes – « voilà ce que vous avez fait à telle ou telle personne, voilà ce que vous avez détruit » – et sur la réparation. Je crois que la nature de la sanction – indispensable face à des violences de ce genre et que les habitants des quartiers populaires qui en

sont les premières victimes attendent de la part de la société – est un sujet de réflexion indispensable pour transmettre justement quelque chose à ces jeunes.

### **Regarder la réalité en face**

Ce n'est pas un hasard si ces événements ont commencé en Seine-Saint-Denis – département dont je suis l'élue depuis quatre ans – et particulièrement à Clichy-sous-Bois, la commune la plus pauvre de ce département l'un des plus pauvres de France. C'est comme si s'empilaient là, dans quelques quartiers particuliers, tous les dysfonctionnements et carences de notre société. Vous avez parlé de la famille et des familles. Permettez-moi de dire que je vois des familles polygames : c'est vrai, elles existent. Mais il y a infiniment plus de familles monoparentales, et en particulier de femmes seules complètement dépassées parce qu'elles ont à faire face à toutes sortes de problèmes et qu'elles sont trop peu aidées. Expliquer tout ce qui s'est passé par la polygamie, c'est vraiment la technique du bouc-émissaire et de la fuite en avant. C'est ne pas vouloir voir la réalité en face.

La réalité, c'est la précarité, le décalage culturel – qu'il faut également traiter – mais c'est d'abord le mal-logement. Ces familles là ont d'énormes difficultés pour se loger. Il faut savoir qu'il y a en Seine-Saint-Denis 25 000 demandes par an de logements sociaux pour 2 000 places libérées par an. Que font alors les gens qui n'accèdent pas à ces logements sociaux et n'ont pas les moyens d'obtenir des logements corrects dans le privé ? Ils deviennent la proie de marchands de sommeil dans des co-propiétés dégradées. Vous n'imaginez pas le nombre de mères que je reçois dans mes permanences, avec de jeunes enfants qui souffrent de saturnisme et d'insalubrité. Il y a même à Bondy, une des villes de ma circonscription, dans un endroit où il est interdit de construire des immeubles de location, une clinique dont les chambres ont été transformées par son propriétaire en studios. Des pièces de 15 m<sup>2</sup> louées 500 euros par mois où s'entassent des familles entières. Voilà la réalité qu'il faut regarder en face. Les jeunes ne peuvent pas dé-cohabiter d'avec leurs parents. Et si l'on trouve tellement d'enfants en bas des immeubles, à des heures où ils devraient être chez eux, c'est aussi parce qu'il n'y a pas place et que les familles s'entassent.

### **L'école et la crise de l'espérance**

Prenons ensuite la question de l'école – que vous avez abordé dans un Forum. Certains établissements scolaires affrontent une concentration d'échecs de tous ordres. Les enfants mal-logés ne peuvent évidemment pas faire leur travail chez eux le soir. Certains collèges de ZEP de ma circonscription accueillent des élèves de vingt cinq nationalités différentes. Enfin ce sont des collèges énormes. Oui, il faudrait les dégrouper en deux ou trois. Oui, il faudrait des classes de ZEP de quinze élèves et pas plus. Oui, il faudrait réfléchir à des systèmes d'unité de valeur. Ces enfants sont

quelquefois bons dans une ou deux matières et ont du mal à suivre dans d'autres.

Parce que l'école est un temps gâché pour beaucoup de ces enfants, ils ne se sentent pas dedans. Ils n'y croient plus et les parents non plus. C'est cela le manque d'espérance. Il vient de là, de l'idée que l'école n'est pas un lieu fait pour eux. Peut-être est-ce la raison pour laquelle tant d'écoles ont brûlé ? Qui plus est, beaucoup m'ont dit « même avec un diplôme, on ne s'en sortira pas, parce qu'on vient de là, on s'appelle comme ça, et la discrimination pèse sur nous ».

### **Lutte contre le chômage et la pauvreté**

Il me semble ensuite que nous n'avons pas une approche suffisamment personnalisée en matière de lutte contre le chômage. Les missions locales sont débordées. Il n'y a pas de gestion prévisionnelle des emplois. Elles ne savent pas quels emplois offrir à ces jeunes. Il se crée en Seine-Saint-Denis des dizaines de milliers d'emplois par semaine ! C'est un département extrêmement créatif. Mais ces emplois ne sont jamais proposés aux jeunes qui vivent là, tout simplement parce qu'il y a une disproportion entre la nature des emplois créés et la nature de la formation qu'on leur propose.

Enfin, il y a la pauvreté, présente, dominante, et qui coexiste avec des lieux de consommation gigantesques – ce qui provoque des frustrations énormes. Nous avons le plus grand Conforama d'Europe, le centre commercial de Rosny. Le budget du département voisin, les Hauts de Seine, dépasse celui de certains états. Il n'y a aucune péréquation en Ile de France. A tout cela, il faut ajouter un urbanisme dément. Les villes de ma circonscription sont coupées en trois ou en quatre par des autoroutes et des voies de chemin de fer. Enfin, nous pâtissons d'une image humiliante renvoyée par les médias. Quand on habite en Seine-Saint-Denis et qu'on en sort pour aller dans des colonies de vacances ou des campings, on est confronté aux regards de compassion, voire d'inquiétudes, quand on dit d'où on vient. Il se passe pourtant des choses magnifiques dont les médias ne parlent jamais. Comment dans ces conditions transmettre alors que des populations entières se disent qu'elles n'ont aucun droit ?

### **Révolte des jeunes et valeurs de la République**

Les jeunes sont les principales victimes de cette situation. On a bien entendu dans leurs propos ces dernières semaines qu'il ne s'agissait pas d'un complot islamiste, ni de manipulations venues de l'étranger ou de dealers. Bien entendu que les extrémistes et les dealers tâchent de profiter des ces situations. Mais au Tribunal de Bobigny qui a eu à juger ces jeunes, on a vu que la plupart d'entre eux étaient de nationalité française, n'avaient pas de passé judiciaire, étaient là enfin pour crier une révolte.

Le plus intéressant, c'est que ces jeunes revendiquent finalement les valeurs de la République, comme l'a montré Olivier Todd dans un très

intéressant article du Monde. Ils revendiquent la liberté, l'égalité, la fraternité mais considèrent qu'elles ne sont pas pour eux. Leur maître-mot est le respect, justement parce qu'ils ont l'impression d'être constamment relégués.

Au-delà des jeunes dans les quartiers populaires, la situation que fait notre pays à ses jeunes en général est un scandale aujourd'hui. Même lorsque l'on vit dans des milieux très privilégiés, même lorsque l'on a un diplôme, on a de la difficulté à trouver un travail et à savoir de quoi l'avenir sera fait. Un des axes fondamentaux de nos réflexions et de nos engagements de responsables politiques devrait être cette solidarité entre les générations dans un pays qui vieillit. Il y a des points très précis pour cela : la réforme des retraites ou la question de la dette publique – que François Bayrou a eu raison de soulever au Parlement ces derniers jours. La question de l'écologie et de l'état du monde que nous allons laisser est également un sujet majeur.

Qu'ont fait les autorités publiques depuis que cette crise couve ? Tous les gouvernements ont jusqu'ici fermé les yeux. Certains ont pris des mesures insuffisantes, mais d'autres ont rajouté de l'huile sur le feu. Je ne m'étendrai pas sur les dispositifs comme les emplois jeunes, les subventions aux associations, etc – certes des béquilles pour des jambes de bois, mais qui avaient le mérite d'exister. Je signalerai des phénomènes moins connus. Chaque fois qu'il s'agit de créer un foyer de travailleurs immigrés célibataires, ce n'est pas sur Paris qu'on le fait, c'est en Seine-Saint-Denis. La société d'économie mixte de la ville de Paris qui gère beaucoup de logements sociaux, possède beaucoup d'immeubles en Seine-Saint-Denis. Il faut vraiment se pencher sur ces populations que l'on a envoyées et concentrées là depuis des années, dans des immeubles dégradés. Nous ne pouvons pas demander à la société de faire du lien si notre capitale l'ignore largement de son côté. C'est moins le cas, mais des efforts doivent encore se faire. Soyons vigilants sur ce lien à tisser entre les deux côtés du périphérique.

### **Renouveler les approches politiques**

Je crois pourtant qu'il est possible de changer. Je le crois parce que je constate le foisonnement d'initiatives formidables, de la créativité de la Seine-Saint-Denis. Mais pour cela, il faut renouveler les approches et changer d'échelle. C'est à dire ne plus compartimenter, prendre les personnes dans leur globalité, prendre les villes dans leur globalité. On parle de quotas de logements sociaux, c'est bien. Mais il faut se préoccuper du foncier, de la circulation et de la mixité sociale. Il ne faut pas simplement penser béton mais humain. Il faut ensuite s'appuyer sur le fantastique vivier d'associations, d'initiatives de toutes sortes, laïques, religieuses, qui organisent le partage.

Il est très important enfin que nous nous penchions sur les images et la représentation que l'on renvoie dans les médias. Transmettons des images

sur ce qui se fait de positif mais aussi sur la représentation de l'ensemble de la société française parmi les classes dirigeantes. Les politiques ont une responsabilité dans ce domaine. D'abord ils ont le devoir de l'exemplarité. Il est indispensable qu'ils s'adonnent à une éthique politique et personnelle. Je ne vois pas comment on peut ensuite enseigner et transmettre la notion des droits et des devoirs si les politiques ne sont pas les premiers à manifester cette éthique pour eux-mêmes et dans la vie politique. Je ne parle même pas des questions d'intégrité et d'honnêteté personnelle. Aujourd'hui, l'écart entre les mots et les actes, et dans les actes, l'excès de paraître et l'insuffisance d'actions avec des résultats concrets, provoque des dégâts considérables. Qui dit la vérité et qui agit vraiment ou lieu de s'agiter devant les médias. Voilà, je crois, la responsabilité première des politiques aujourd'hui.

### **Changements et sécurisation**

Face à ces situations, une interrogation : comment aujourd'hui faire accepter le changement ? Car il faut changer. La société bouge, l'Europe change, le monde change autour de nous et rien ne serait pire que l'immobilisme. Mais nous savons qu'il y a en même temps des fondamentaux qui, eux, doivent rester immuables au milieu même du changement. Pour moi, c'est une question fondamentale : qu'est-ce qui doit perdurer ? Et qu'est ce qui doit changer ?

Ces questions se retrouvent dans les réflexions, que nous avons menées avec Jean Boissonnat, sur la sécurité des parcours professionnels. Évidemment il faut s'adapter. Évidemment il faut que les salariés sachent qu'ils ne feront plus leur vie professionnelle dans une seule entreprise, que la mobilité est nécessaire parce que les entreprises se détruisent et se reconstruisent rapidement. Mais la sécurité du travail doit rester quelque chose de fondamental. La qualité du travail aussi.

Sur la famille, je me suis beaucoup interrogée puisque nous avons initié une réforme à son propos. Oui, la famille change, la société change. Mais il y a là aussi des invariants fondamentaux : bien sûr l'interdiction de l'inceste, évidemment la différence entre les sexes, mais aussi la relation fondamentale de chaque enfant avec chacun de ses parents, quelle que soit la nature juridique du lien entre ces deux parents, et quelle que soit la destinée du couple.

### **Pour des politiques et des acteurs sociaux passeurs d'avenir**

En conclusion, je voudrais insister sur le fait que dans ces domaines, l'Etat ne fera pas tout. Ce n'est pas seulement qu'il ne peut pas tout faire ; c'est qu'il ne doit pas tout faire. Il faut agir avec les acteurs sociaux, avec les syndicats, avec la société civile. C'est là que nous arriverons à trouver les ressorts qui peuvent permettre de concilier la complexité du monde que nous vivons avec quelques axes principaux. Et finalement que nous parviendrons à

redéfinir cette belle notion de pacte social et citoyen, que l'on avait su trouver au lendemain de la Seconde guerre mondiale.

Si nous voulons être des passeurs d'avenir, alors il nous faut avoir la mémoire du passé et transmettre cette mémoire. Moi qui suis née au Maroc, d'une famille de pied-noirs, je peux vous dire que l'occultation de la période coloniale est dramatique dans notre société. Nous devons arriver à créer un musée de la colonisation, avec ce qu'il y avait de bien et ce qu'il y avait de choquant que nous devons regretter.

La même chose est vraie pour l'Europe. Nous vivons aujourd'hui une crise de sens. Nous ne savons plus, nous Européens, ce que nous voulons faire ensemble et quel monde nous voulons. Pour que nous, politiques, soyons des passeurs d'avenir, il nous faudra davantage écouter, mais aussi trouver les voies et moyens de retrouver la confiance et finalement les raisons d'espérer.

*François Bayrou est enseignant, agrégé de Lettres, spécialiste d'Henry IV, très lié à ses racines béarnaises. Il a été plusieurs années ministre de l'Education Nationale, et a longtemps animé des cellules de lutte contre l'illettrisme – certainement une des racines fondamentales des difficultés de transmission que nous connaissons aujourd'hui. L'expérience et la réflexion sur la transmission ne lui sont pas étrangères, à la fois dans son parcours professionnel et politique, et dans sa vie familiale de père de six enfants.*

## **FRANÇOIS BAYROU**

Je ne sais pas qui eu le génie de choisir le sujet de ces Semaines Sociales au moment où vous l'avez décidé, mais ces visionnaires là ont précisément identifié la raison principale des deux crises que nous avons vécues en 2005. Première crise : le non au référendum sur la constitution européenne. C'est évidemment une crise de la transmission de l'idée et de l'idéal européen. Les citoyens se sont trouvés ensevelis sous le nombre de pages et d'articles superflus de la Constitution, oubliant ce qu'une telle entreprise signifiait de dépassement pour les générations et les Nations. Je ne suis pas de ceux qui croient que les Français ont voté non au référendum pour des raisons uniquement intérieures. Je pense que les Français ont voté en sachant bien ce qu'ils faisaient.

Deuxième crise : celle que nous venons de vivre dans les banlieues. Un aspect de celle-ci, qui a pris en défaut bien des analyses, m'a frappé : beaucoup ont dit 'émeutes', en particulier dans les journaux étrangers. Mais ce mot évoque un mouvement organisé, des leaders, des mots d'ordre, des revendications, des affrontements frontaux pour occuper la rue. Or il n'y avait rien de tout cela dans cette crise. C'était un mouvement de contestation sans visage, sans revendication, sans organisation malgré les tentatives de récupération, et – fait remarquable – personne n'a su donner

un nom à ce mouvement insaisissable. J'y vois le signe d'une étape supplémentaire de décomposition de la transmission dans notre société.

### **Qu'est-ce que nous n'avons pas réussi à transmettre ?**

L'évidence apparaît dans cette crise des banlieues : nous n'avons pas réussi à transmettre le sentiment que nous appartenons à la même communauté. La formule « vous êtes les filles et les fils de la République » que le Président a eu dans son discours a été appréciée de tous ; mais les jeunes qui vivent dans ces banlieues ont-ils bien le sentiment d'être enfants de la République ? J'ai des souvenirs précis de la campagne présidentielle de 2002 pendant laquelle j'ai sillonné la France dans un bus – au colza ! comme chacun se souvient. En Seine-Saint-Denis, des jeunes filles noires de peau m'ont raconté ce que nous savons tous maintenant : ce que c'est que de se voir fermer toutes les portes pour un stage, n'avoir jamais de réponses à leurs lettres de candidature, entendre une voix avenante se fermer brusquement au téléphone lorsqu'on décline son identité et ses coordonnées. Quand je leur ai demandé les raisons, à leur avis, de cette attitude, elles m'ont répondu : « parce que nous venons du 93 ! ». Aucune des deux n'a parlé de sa couleur de peau ou de son nom de famille, mais de leur département ! Je n'ai pas été étonné alors que certains mots fassent étincelle dans ce milieu exceptionnellement marqué par l'exclusion de tous les jours.

Nous n'avons pas non plus su transmettre l'identité. Non pas seulement l'identité nationale mais la reconnaissance qu'il existe au sein de celle-ci des identités dont on peut rendre compte. Enfin nous n'avons pas transmis des raisons de vivre ensemble. C'est à cela que je voudrais m'arrêter.

### **La transmission, première responsabilité politique**

La responsabilité de la transmission est selon moi la principale responsabilité politique. Bien sûr il y a la gestion, la représentation, mais la première responsabilité est d'inscrire dans le temps la communauté qu'on a la charge de représenter et d'inspirer. Cette communauté est un ensemble vivant porteur d'un passé, d'un présent et d'un avenir, tous trois reliés entre eux. Et ses représentants politiques ont la responsabilité d'incarner ce lien, d'être un maillon dans une chaîne. Ils ont ainsi à inscrire un parcours diachronique, traversant le temps, et pas seulement synchronique – concernant seulement une communauté qui vit à la même époque. Ce croisement du diachronique et du synchronique est la première responsabilité des politiques. Ils doivent être porteurs d'une vision, dont ils sont responsables non seulement devant leurs contemporains mais, de façon lourde et éminente, devant les générations qui vont leur succéder.

On pense bien sûr à la responsabilité de notre patrimoine écologique et climatique que nul ne peut éluder. Mais j'aborderais un second exemple : j'ai voté cette semaine contre le budget en particulier en raison de la dérive de la dette. Il faut savoir que celle-ci est telle que la totalité de l'impôt sur le

revenu payé par les Français est désormais employée à son service. Il y a là une responsabilité politique devant nos contemporains – imaginez les possibilités d'action si, soit chaque famille soit la communauté nationale, nous disposions de la totalité de l'impôt sur le revenu. Mais il y a plus encore une responsabilité devant les générations à venir. Nous trinquons déjà mais elles trinqueront bien davantage : dette financière, dette démographique. L'indifférence dans laquelle nous laissons croître cette montagne sur leurs épaules est effrayante.

### **Qu'avons-nous à transmettre ?**

J'irai droit à l'essentiel : je dirai des valeurs et un système de valeurs. Cela fait toujours peur aux sociétés auxquelles nous appartenons d'évoquer des valeurs qui puissent avoir une résonance morale. Dans un pays laïc comme le nôtre, nous craignons à juste titre de porter atteinte à la conscience individuelle. Pour ma part, j'en reste à Jules Ferry, dans sa très belle lettre aux instituteurs, toujours d'actualité 125 ans après : « *Si parfois vous étiez embarrassés pour savoir jusqu'où il vous est permis d'aller dans votre enseignement moral, voici une règle pratique à laquelle vous pourrez vous tenir. Demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire. Si oui, abstenez-vous de le dire ; sinon, parlez hardiment, car ce que vous allez communiquer à l'enfant, ce n'est pas votre propre sagesse, c'est la sagesse du genre humain, c'est une de ces idées d'ordre universel que plusieurs siècles de civilisation ont fait entrer dans le patrimoine de l'humanité* ». <sup>1</sup>

Je crois en effet que nous avons une morale universelle à défendre et je voudrais en énumérer quelques traits.

Premier point : les sociétés que nous défendons et dont nous sommes fiers, sont bâties sur une hiérarchie de valeurs dans laquelle les valeurs de l'esprit et de l'âme sont supérieures aux valeurs matérielles. Non pas que les réalités matérielles soient négligeables – Saint Thomas d'Aquin déjà rappelait que l'homme ne peut ni penser ni prier s'il n'a pas mangé à sa faim. Mais la prééminence impérieuse de l'argent et des marques de vêtement – quels que soient les moyens de les acquérir tant c'est la possession qui compte – témoigne d'une société, en particulier dans les banlieues, à l'intérieur de laquelle tous les messages généreux tombent naturellement à plat. Il appartient donc à la communauté nationale de ré-établir et ré-exprimer la hiérarchie des valeurs qui nous a fait ce que nous sommes.

Deuxième point : il y a un patrimoine culturel à transmettre, patrimoine qui commence par la langue. J'ai défendu cette obsession dans les fonctions ministérielles que j'ai occupées. La langue peut être un facteur d'exclusion extraordinaire. Ne pas le dire, c'est manquer, c'est trahir.

---

<sup>1</sup> version intégrale de la fameuse *Lettre aux instituteurs* de Jules Ferry en ligne sur [www.cndp.fr/laicite/pdf/Jferry\\_circulaire.pdf](http://www.cndp.fr/laicite/pdf/Jferry_circulaire.pdf)

Troisième point : nous avons bâti notre société sur l'idée de progrès, c'est à dire sur l'idée que l'humanité se construit elle-même. D'où notre rapport décisif à la science, qui doit nous conduire à ré-envisager en particulier le principe de précaution auquel notre société tient tant aujourd'hui.

Quatrième point : l'effort et le risque. Nous croyons qu'il y a dans le destin de chaque individu une part qu'il construit par lui-même. Nous croyons que chacun peut prendre sa vie en mains. Tout ne se résume pas aux droits reçus, dans une société pourtant et à juste titre fondée sur cette notion.

### **Comment transmettre ?**

Bien sûr nous sommes tous ici rassemblés autour de l'idée que l'école est un lieu de transmission fondamental. Peut-être vais-je à l'encontre du compte-rendu de votre Forum sur l'école, mais je ne suis pas acquis à l'idée que la diminution du nombre d'élèves par classe soit la solution à tous nos problèmes. C'est selon moi un traitement uniquement quantitatif et matériel qui ne rend pas compte de la complexité de la situation que nous vivons. Je crois au contraire que la détection précoce des difficultés personnelles ou familiales est une réponse plus adaptée que « dix-huit élèves par classe » disent les uns ; « non, quinze ! » disent les autres, « douze ! », disent les troisièmes. Ce mouvement de prise en charge est compréhensible mais j'y vois un totem auquel je ne sacrifie pas aussi simplement. Tous les maîtres d'école maternelle – cette formidable acquis français – savent en revanche qu'à quatre ou cinq ans, on voit très bien qui va s'en sortir parfaitement et qui va rencontrer des difficultés lourdes. C'est à ce moment et à cet âge là qu'il faut intervenir. Si nous ne le faisons pas, je crois vains les efforts ultérieurs d'organisation de l'école.

Par ailleurs, l'aide, le soutien, l'incitation des familles à mesurer ce que leurs enfants vivent est une clé. Il y a un immense effort d'éducation populaire à conduire à destination des familles et en partenariat avec elles, notamment auprès de ces jeunes femmes seules avec enfants dont Elisabeth Guigou parlait précédemment. Une partie d'entre-elles est cloîtrée dans leur appartement et l'autre partie dévorée par la double vie de mère et de femme gagnant difficilement sa vie. On ne peut pas seulement invoquer ou exiger des familles le devoir impérieux de s'occuper de leurs enfants en menaçant de leur supprimer les allocations familiales, si on ne leur donne pas par ailleurs les moyens de comprendre ce que leurs enfants vivent et ce que peut être une démarche éducative qui commence par l'alimentaire pour aller jusqu'au psychologique.

### **L'exigence de vérité**

Enfin, la transmission passe par une responsabilité éminente des élus qui incarnent la volonté de leurs électeurs : l'exigence de la vérité due aux citoyens. Vérité sans fard, sans publicité, sans communication ou habillage, sans la crème autour du gâteau, bref sans tout ce qui fait qu'aujourd'hui plus

personne ne comprend ce qui se passe dans notre pays. Je crois non seulement à la République mais à la démocratie, c'est-à-dire à la conscience prise par un peuple de citoyens des enjeux présents devant lui et à l'exigence d'y répondre. Je trouve admirable ce qui se passe en Allemagne actuellement : envers et contre tous les appareils, les citoyens allemands ont en effet décidé d'obliger à la vérité et à l'équilibre entre leurs deux principales formations politique qui, comme chez nous, ne voulaient pas se parler et travailler ensemble.

Les élus devraient être porteurs d'une vision qui emploie les mots justes et non pas des mots choisis pour ruser avec la réalité. Il s'agit de donner à la réalité son poids le plus lourd et d'assumer les débats avec des mots justes. Sans cela, la confiance du citoyen à l'égard des discours qu'il entend n'est plus possible.

Cette vérité est un élément – mais il y en a beaucoup d'autres – de l'exemplarité des politiques évoquée par Elisabeth Guigou, et que je considère également comme un devoir élémentaire. Quand on a la chance d'avoir été choisi pour représenter une communauté et lui proposer une vision, on a au moins le devoir d'être devant elle en situation de vérité personnelle. Là aussi est en jeu la transmission.

## **Débat**

*Devant cette crise du vivre ensemble, comment faire pour qu'au-delà des clivages, des chantiers communs puissent être entrepris et que les politiques donnent ainsi l'exemple de ce que l'on peut faire en s'attachant au bien de la France ?*

**Elisabeth Guigou :** Ce travail commun peut se faire et se fait déjà. C'est le cas, entre autres, dans les commissions de l'Assemblée Nationale où il arrive que nos clivages ne recoupent pas nos appartenances politiques. De même localement.

Si l'on cherche ce qui nous rapproche et ce qui nous différencie avec François Bayrou sur le sujet de la transmission, je suis par exemple d'accord avec lui sur la détection précoce des difficultés des enfants, de même pour le soutien à la parentalité. Mais je ne vois pas pourquoi on oppose à cela à la création de classes de quinze ou dix-huit élèves dans les ZEP. Tous les enseignants qui travaillent dans ces lieux difficiles savent qu'une bonne partie de leur temps est absorbé par bien d'autres tâches que la seule transmission du savoir.

Sur le terrain, je constate qu'une unanimité se fait assez bien sur certaines solutions. Par exemple, la sécurité des parcours professionnels semble avoir l'adhésion de tous aujourd'hui. Tant mieux, même si le combat a d'abord été mené par quelques syndicats et forces politiques. Même chose pour les conventions ZEP de Sciences Po. Dans deux villes de Seine-Saint-Denis que je connais bien, cette convention a été signée il y a deux ans seulement, et

déjà les résultats sont là. La première année, deux jeunes filles – dont une était SDF en début d'année ! – ont réussi ; et cette année cinq jeunes. Et tous disent bien que sans cette convention, ils n'auraient jamais eu l'idée même de faire Sciences Po.

François Bayrou a parlé des valeurs et de l'omniprésence de l'argent. Je partage son avis sur l'argent roi et la consommation à tout prix. Oui, les êtres humains ne sont pas que des consommateurs et des producteurs. Mais lorsque l'on vit comme ces jeunes dans des quartiers où l'on manque de tout, de travail, du logement, alors porter un blouson de marque, c'est vouloir dire que l'on est quelqu'un. Il faut aussi reconnaître cette dimension et cette réalité.

Pour recréer du lien entre catégories sociales comme dans l'ensemble de la communauté nationale – ne gommons pas le sens de l'appartenance à une Nation – bien sûr il faut des valeurs, des devoirs autant que des droits ; bien sûr il faut retrouver le sens de l'effort, mais il nous faut avant tout le sens du partage. Parce que des efforts qui ne sont pas partagés ne sont pas acceptés. Or l'écart est si grand aujourd'hui dans notre société et notre monde entre une caste de privilégiés – cela vaut pour les personnes ou pour les Etats - qui vit dans la mondialisation et demande des efforts à tout le monde sauf pour eux-mêmes. Tout cela donne une image contestable de la mondialisation, alors qu'elle peut avoir des aspects formidables, à commencer par la conscience et la solidarité planétaires. Le partage est une valeur à retrouver urgemment.

**François Bayrou :** Pour travailler ensemble, nous devons tout simplement sortir de la bipolarisation. Nous devons récuser dans son principe l'idée qu'il n'y a que deux propositions politiques et rendre le choix à un peuple aussi aimant de la politique que l'est le peuple français. Je défends l'idée de pluralisme, plus riche et intéressante que ce 'front contre front' – même si l'on n'est plus d'accord sur rien à l'intérieur du même front ! Il nous faut changer nos institutions, en tout cas leur pratique. C'est-à-dire rendre au Parlement son rôle de manière à ce que le débat puisse se développer et que le citoyen puisse apercevoir tous les aspects du débat qui lui sont trop souvent dissimulés. Cela appelle un changement profond en France, un changement de la représentation. Nous sommes désormais – Grande-Bretagne mis à part – le seul pays d'Europe qui refuse que tous les courants d'opinion, dès l'instant qu'ils atteignent un seuil suffisant, soient représentés au Parlement. Ce changement institutionnel fort que nous devons appeler est un des moyens pour échapper à la stérilité du débat politique depuis 25 ans.

*Pourquoi ce silence assourdissant sur l'échec du référendum ? Ne faut-il pas réfléchir, faire réfléchir, faire avancer le débat sur l'Europe et sa constitution ?*

**Elisabeth Guigou :** Il nous faut prendre la mesure de la crise européenne. Ce n'est pas seulement une crise classique – avec des affrontements

d'intérêts nationaux exacerbés comme on en a connu dans le passé avec le général de Gaulle ou Margareth Thatcher. C'est une crise de sens. Jusqu'à présent, tout le monde connaissait le moteur de l'Europe : d'abord la paix, puis la démocratie. Aujourd'hui, nous ne distinguons plus le vrai moteur. Après avoir réalisé tout cette œuvre entre nous Européens, nous ne savons plus bien ce que nous voulons faire ensemble. Je crois que nous retrouverons ce 'vouloir vivre ensemble' qu'en nous tournant vers le reste du monde. Parce que l'Europe a toujours transformé des peurs en rêves, puis en réalités tangibles. Or les peurs d'aujourd'hui viennent du monde qui nous entoure. Le plus grand danger qui menace l'Europe et les Européens serait un enfermement, une fermeture aux autres. Nous avons besoin, y compris parce que c'est notre intérêt, de prendre en charge l'Afrique, de créer une forme de communauté Euro-Africaine. Nous en sommes loin aujourd'hui et nous avons besoin d'une réflexion commune, y compris entre forces politiques différentes.

L'Europe a besoin d'un projet politique : que l'on sache où l'on va, pourquoi. Mais il ne faut pas confondre le projet politique avec les institutions. L'Europe politique ne se résume pas à des questions institutionnelles. Les institutions ne sont qu'un instrument, important certes ; elles ne sont pas la finalité même de l'Europe.

**François Bayrou :** La crise européenne que nous vivons n'est effectivement pas de la même nature que les précédentes. Ce n'est pas une seulement une stagnation, c'est une mise en cause profonde et générale de l'inspiration au sein de la plupart des gouvernements et des pays européens. Cette crise est le produit d'une part de l'abandon de l'idéal fédéraliste par ceux qui devaient le soutenir – c'est à dire de l'idée que sans renier les Nations, on décide de travailler, agir et peser désormais ensemble sur tous les grands sujets, au terme d'une vie politique démocratisée. Je crois pour cette raison que les institutions ne sont pas secondes, mais consubstantielles au projet européen. Cette crise est le produit d'autre part de l'élargissement, et notamment pour un très grand nombre de personnes à la décision, sans débat et sans possibilité d'approfondissement, d'ouverture à la Turquie. Pour beaucoup d'amoureux de l'idée européenne, l'Europe était une communauté de civilisation. Or le déport géographique et culturel que l'adhésion de la Turquie suppose leur paraît – peut-être de manière trop simpliste ou brutale – un éloignement du projet initial. Raison pour laquelle je continue à regretter l'absence de débat au Parlement sur un sujet aussi crucial.

Je pense qu'un nouveau projet européen doit être défini, un projet plus proche de celui que François Mitterrand avait dessiné un jour en disant « l'avenir est une fédération dans une confédération ». Un cœur fédéral – qui pourrait être constitué par les pays qui ont l'euro en partage – dans un ensemble plus large et qui pourrait s'élargir encore. Elisabeth Guigou a parlé de communauté Euro-Africaine, je plaiderai pour ma part pour une communauté euro-méditerranéenne. Il y a dans cette partie du

monde le besoin d'une démarche partagée et en même temps le besoin d'un acteur politique puissant qui ne peut être qu'une Union de pays européens volontaires et décidés. J'ai débattu de cette vision d'une Europe à plusieurs cercles avec Edouard Balladur. Si le cercle le plus étroit n'est que l'addition des gouvernements sans que les citoyens n'aient rien à dire et à comprendre sur les décisions que l'on va prendre en leur nom, alors on trahira une fois de plus le projet européen. Les chefs d'État et de gouvernement doivent assumer leurs choix politiques devant les peuples qu'ils représentent. Au moment du début de la seconde guerre d'Irak, on a bien constaté qu'existait une opinion publique européenne. S'il y avait eu débat transparent devant les citoyens européens, la position de certains gouvernements n'aurait pas pu être la même.